



Gros débats, petits sous



La France adore les débats.

Après la consultation publique relative à la loi Egalim qui a accouché d'une souris, place à un nouveau débat public sur l'agriculture. À ce rythme, la terre n'a pas le temps de se reposer ! Cette fois, il s'agit de préparer le Plan stratégique national (PSN) exigé par Bruxelles. Ce PSN sera le fil conducteur national de la future Pac, à partir du 1^{er} janvier 2022.

Depuis dimanche et jusqu'au 31 mai, chaque Français peut ainsi donner son avis sur la future politique agricole via une plateforme et des débats publics.

Les agriculteurs sont ravis de cette initiative ! La société va leur dire quoi produire et comment travailler... Et puis que va-t-on apprendre aux paysans qu'ils ne sauraient déjà ? Qu'ils doivent respecter la nature et le bien-être animal ; qu'ils doivent produire bon et sain (tout bio, cela va de soi) ; qu'ils ont intérêt à favoriser les circuits courts, etc. Et sans doute le consommateur se dira prêt à payer plus cher la qualité. Mais des discours aux actes...

Certes, on ne peut qu'applaudir l'objectif du gouvernement de vouloir favoriser le développement d'un secteur agricole innovant, de vouloir renforcer la protection pour l'environnement et l'action pour le climat, de consolider le tissu socioéconomique des zones rurales. Mais ce débat a de fortes chances d'occulter les impératifs économiques qui contraignent les agriculteurs à produire toujours plus, toujours mieux, et toujours moins cher. Sans compter que ce débat pour une future Pac intervient au moment même où cette même Pac est durement attaquée à Bruxelles. Dans ce contexte, la première priorité des agriculteurs sera de compenser la baisse potentielle de 80 milliards d'euros du budget

pour la Pac et la politique de cohésion annoncée pour la période 2021-2027.

Ce débat a de fortes chances d'occulter les impératifs économiques.